

Attirer et retenir plus d'étudiants internationaux

Six propositions pour renverser la tendance au Québec

Un partenariat entre

Président
Raymond Bachand

Directrice
Mia Homsy

Directeur de la recherche
Robert Gagné

Directeur associé
Jean-Guy Côté

Attirer et retenir plus d'étudiants internationaux : six propositions pour renverser la tendance au Québec

Kareem El-Assal, en collaboration avec Mia Homsy

À propos de l'Institut du Québec

Issu d'un partenariat entre le Conference Board du Canada et HEC Montréal, l'Institut du Québec axe ses recherches et ses études sur les enjeux socioéconomiques auxquels le Québec fait face. Il vise à fournir aux autorités publiques et au secteur privé les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et ainsi contribuer à bâtir une société plus dynamique, compétitive et prospère.



Institut du Québec
3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Montréal (Québec) H3T 2A7
institutduquebec.ca
[@InstitutduQC](https://twitter.com/InstitutduQC)

Un partenariat entre



HEC MONTRÉAL

Pour citer ce rapport : Kareem El-Assal, en collaboration avec Mia Homsy. *Attirer et retenir plus d'étudiants internationaux : six propositions pour renverser la tendance au Québec*, Montréal, Institut du Québec, 2017.

© Institut du Québec, un partenariat entre Le Conference Board du Canada et HEC Montréal, 2017
Publié au Canada | Tous droits réservés | Entente n° 40063028 | *Constituée en société sous le nom d'AERIC Inc.

Ce document est disponible sur demande dans un format accessible aux personnes ayant une déficience visuelle. Agent d'accessibilité, Le Conference Board du Canada. Tél. : 613-526-3280 ou 1-866-711-2262. Courriel : accessibility@conferenceboard.ca

MD Le Conference Board du Canada et le logo de la torche sont des marques déposées du Conference Board, Inc. Nos prévisions et travaux de recherche reposent souvent sur de nombreuses hypothèses et différentes sources de données. Ils présentent donc des risques et des incertitudes inhérents à ce genre de travail et ne doivent pas être perçus comme des sources de conseils spécifiques en matière de placement, de comptabilité, de droit ou de fiscalité.

Résumé

Les étudiants internationaux représentent un apport indéniable pour le Québec sur le plan éducatif, social, culturel, démographique et économique. Même si la croissance du nombre d'étudiants internationaux a été continue depuis 1999-2000, c'est au Québec qu'elle a été la plus faible de toutes les provinces canadiennes. L'absence de stratégie internationale en matière d'éducation pourrait expliquer cette situation. Dans un contexte de concurrence mondiale accrue pour attirer les meilleurs talents, le statu quo se traduirait inévitablement par un déclin du Québec comme destination d'accueil.

Même si la province a commencé à retenir plus d'étudiants internationaux, ces derniers demeurent confrontés à des difficultés qui limitent les efforts de rétention du gouvernement. Comme ils possèdent un diplôme décerné par des établissements d'enseignement postsecondaires québécois – plus valorisé par les employeurs locaux –, qu'ils se sont familiarisés avec la vie au Québec et qu'ils ont déjà amorcé leur intégration, les étudiants internationaux sont une source d'immigration à privilégier.

Six propositions sont formulées pour aider le Québec à attirer et à garder plus d'étudiants internationaux : définir une stratégie québécoise d'attraction et de rétention d'étudiants internationaux; élargir le bassin d'étudiants internationaux; revoir les incitatifs financiers des universités en matière de recrutement et d'intégration; rendre admissibles les étudiants internationaux à davantage de programmes destinés aux immigrants; bonifier le pointage des diplômés canadiens lors de la sélection des immigrants; faciliter la première expérience de travail par l'offre massive de parcours d'intégration en milieu de travail et la sensibilisation auprès des employeurs.

Si le Québec veut attirer et retenir plus d'étudiants internationaux, il devra mettre en place des mesures plus audacieuses et régler les irritants.

Contexte

Les étudiants internationaux présentent de nombreux avantages pour le Québec. Ils renforcent en effet le milieu d'apprentissage dans les établissements d'enseignement et rehaussent la qualité de la formation. Ils apportent à la société québécoise des contributions positives et ont une incidence économique importante, qu'ils restent dans la province ou rentrent chez eux après leurs études. Dans le contexte québécois du vieillissement de la population, leur apport est d'une grande importance¹, d'autant plus que les pénuries de main-d'œuvre ont déjà commencé à se faire sentir dans certains secteurs. S'il veut attirer et retenir plus d'étudiants internationaux, le Québec devra cependant mettre en place des mesures plus audacieuses ou convaincantes et régler un certain nombre d'irritants. Vu que les pays du globe se font de plus en plus concurrence pour attirer les meilleurs talents, le statu quo se traduirait inévitablement par un déclassé du Québec comme destination d'accueil.

Depuis 1999-2000, l'effectif d'étudiants internationaux dans les établissements d'enseignement postsecondaires a augmenté de 181 % au Québec. Pourtant, ce taux reste le plus faible de toutes les provinces canadiennes². Cela tient en partie à l'absence d'une stratégie québécoise d'attraction et de rétention des étudiants internationaux. Parallèlement, le Québec a toutefois réussi à retenir davantage d'étudiants internationaux en mettant sur pied, en 2010, un programme de traitement accéléré des demandes d'immigration. Les étudiants étrangers demeurent cependant confrontés à diverses difficultés qui limitent les efforts de rétention du gouvernement.

En collaboration avec l'Institut du Québec, le Conference Board du Canada a interrogé, de septembre à novembre 2016, dix intervenants afin de mieux comprendre les tendances, enjeux et solutions pour attirer et retenir davantage d'étudiants internationaux au Québec. Des représentants de six universités québécoises, du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI), du ministère

1 Pour plus d'information sur l'impact du vieillissement de la population sur la main-d'œuvre disponible, voir le rapport de l'Institut du Québec paru en décembre 2016 et intitulé *Plus diplômés, mais sans emplois. Comparer Montréal : le paradoxe de l'immigration montréalaise*.

2 Statistique Canada, *Effectifs postsecondaires*.

de l'Enseignement supérieur, de Montréal International (MI) et de l'International Consultants for Education and Fairs (ICEF)³ ont collaboré à cette étude en participant à des entrevues semi-structurées, en partageant des données ou en répondant à des questionnaires.

Ces informations, qui s'ajoutent à celles obtenues à l'aide d'une revue de la littérature, ont permis de mieux cerner les problèmes de l'attraction et de l'intégration des étudiants étrangers ainsi que de formuler six propositions visant à aider le Québec à les attirer et les retenir.

Cette note de recherche présente en premier lieu un aperçu de l'importance des étudiants internationaux pour le Québec. On y définit ensuite les tendances et les problèmes du Québec en tant que terre d'accueil et de résidence à long terme pour les étudiants étrangers. Des solutions sont enfin proposées pour améliorer les mesures prises à leur égard.

Importance des étudiants internationaux pour le Québec

Il est très important, du point de vue éducatif, social, culturel, démographique et économique, d'attirer et de retenir davantage d'étudiants internationaux au Québec. Car même lorsqu'ils repartent après leurs études, ils contribuent à enrichir le milieu d'apprentissage et la société dans son ensemble.

Avantages éducatifs, sociaux et culturels

Au-delà des aspects économiques et démographiques, les étudiants internationaux contribuent largement aux progrès de la société québécoise. Ils diversifient les idées et les collectivités, renforcent les relations entre le Québec et des établissements d'enseignement du monde entier, tout en favorisant l'attraction des enseignants internationaux convoités. Leur présence permet de rehausser le niveau et la qualité des établissements d'enseignement québécois. Selon tous

3 L'ICEF rassemble des éducateurs, des fournisseurs de services et des partenaires du recrutement international soigneusement sélectionnés lors d'événements de réseautage à travers le monde, ce qui les aide ainsi à créer des partenariats stratégiques et à augmenter le nombre d'inscriptions d'étudiants étrangers.

les intervenants, l'enrichissement du milieu d'apprentissage québécois est le principal motif justifiant le recrutement d'un plus grand nombre d'étudiants internationaux. Même s'ils retournent chez eux après leurs études, les étudiants étrangers peuvent devenir des ambassadeurs du Québec en déclarant que c'est un endroit idéal pour étudier, se rendre en vacances, vivre et faire des affaires. De plus, comme le montre l'analyse suivante, les étudiants internationaux représentent un apport démographique et économique important pour le Québec.

Avantages démographiques

Certaines personnes craignent que l'admission d'un plus grand nombre d'étudiants internationaux prive les étudiants québécois de places dans les universités. Mais étant donné l'évolution démographique du Québec, les établissements d'enseignement postsecondaires seront confrontés à des baisses de clientèle et auront besoin de plus d'étudiants étrangers pour maintenir la stabilité de leur effectif. Cet apport extérieur permettra même à plusieurs de ces établissements d'éviter de mettre fin à certains programmes.

Comme le montrent les graphiques 1 et 2, la cohorte québécoise des 20 à 24 ans – le principal groupe d'âge des étudiants de l'éducation postsecondaire (EPS) – vient tout juste de commencer à diminuer. Selon les prévisions de l'Institut de la statistique du Québec, cette tendance à la baisse devrait se poursuivre au cours des dix prochaines années avant repartir à la hausse pour retrouver le niveau actuel en 2030. Cette baisse des étudiants québécois, parallèlement à une hausse des étudiants internationaux, a pour effet d'accroître la part de l'effectif total représenté par ces derniers. Cette augmentation des inscriptions externes profite donc aux étudiants locaux, car elle permet non seulement aux établissements de continuer de faire des économies d'échelle en ce qui a trait aux services qu'ils offrent, mais aussi de maintenir en place certains programmes.

Comme le taux de croissance démographique du Québec est parmi les plus faibles au Canada, la province peut accroître sa population et reconstituer sa main-d'œuvre vieillissante en gardant plus d'étudiants internationaux. En 2015-2016, la croissance démographique québécoise

n'atteignait que 0,8 %. Pour la cinquième année consécutive, la province accusait ainsi un retard sur la moyenne nationale (1,2 %)⁴. Environ 18,1 % de la population québécoise est âgée de 65 ans et plus, ce qui représente la plus forte proportion provinciale ou territoriale de personnes âgées en dehors du Canada atlantique. Ce taux est aussi supérieur à la moyenne nationale de 16,5 %⁵. Résultat : on estime que 1,1 million d'emplois étaient et seront à pourvoir au Québec entre 2013 et 2022 en raison des départs à la retraite⁶. Les étudiants internationaux peuvent donc aider à combler cette pénurie de main-d'œuvre (voir graphiques 1 et 2).

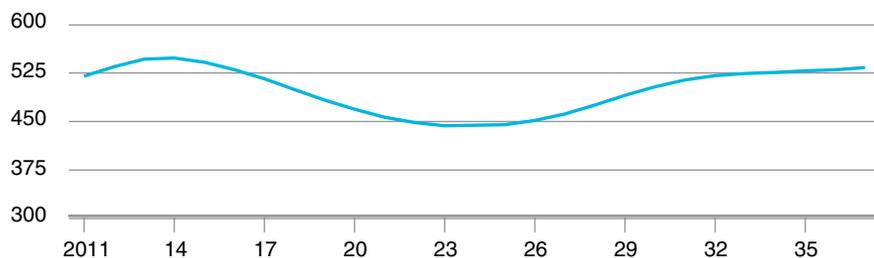
Avantages économiques pour le Québec

Pendant leur séjour au Québec, les étudiants internationaux paient des frais de scolarité et autres droits. Ils ont aussi des dépenses courantes et de loisirs, ce qui engendre des retombées économiques substantielles. En 2014, on estimait à 1,5 G\$ les retombées économiques directes des dépenses des étudiants internationaux au Québec et à 14 000 le nombre d'emplois créés⁷ grâce à leur apport. L'incidence est encore plus grande si on tient compte des retombées indirectes et induites.

Graphique 1

Perspectives démographiques du Québec pour le groupe d'âge des 20 à 24 ans

(milliers)



Source : Institut de la statistique du Québec, *Perspectives démographiques du Québec et des régions*, 2011-2061.

4 Statistique Canada, *Estimations démographiques annuelles*.

5 *Ibid.*

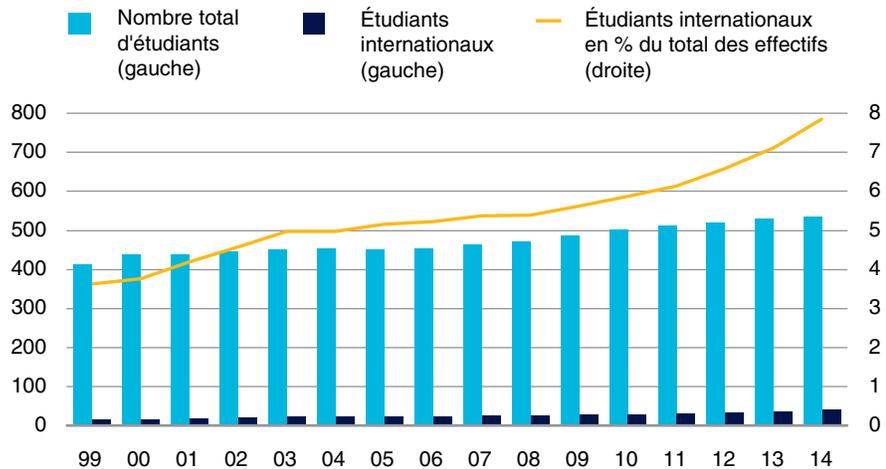
6 Gouvernement du Québec, *Politique québécoise en matière d'immigration*.

7 Roslyn Kunin et coll., *Impact économique du secteur de l'éducation internationale pour le Canada*.

Graphique 2

Effectifs des établissements postsecondaires au Québec

(milliers)



Source : Statistique Canada.

Avantages économiques pour les universités

En général, les droits de scolarité exigés des étudiants internationaux par les universités sont réglementés par le gouvernement. Cependant, les universités reçoivent une majoration de 10 % de la subvention accordée pour couvrir les frais de recrutement des étudiants étrangers. En 2008, le gouvernement a déréglémenté les frais de six disciplines de premier cycle (administration, droit, sciences pures, mathématiques, génie et informatique). Il est financièrement intéressant pour les universités d'attirer des étudiants internationaux dans ces six disciplines puisqu'elles n'ont pas à reverser au gouvernement les frais supplémentaires facturés aux étudiants étrangers. Notons cependant que cela ne s'applique pas aux Français, qui sont plutôt traités comme des étudiants canadiens. De plus, les étudiants français qui étaient inscrits avant le changement de traitement sont toujours traités comme des étudiants québécois.

Mais l'inscription de tous les autres étudiants étrangers dans les six disciplines déréglémentées leur apporte une précieuse source de revenus, qu'elles apprécient particulièrement depuis quelques années, étant donné l'impact des resserrments budgétaires des

Les avantages économiques générés par l'intégration d'étudiants étrangers à titre de résidents permanents sont étayés par un nombre croissant d'études.

dernières années. Comme les universités québécoises dépendent davantage de subventions gouvernementales pour financer leurs activités que les universités de la plupart des autres provinces et territoires canadiens⁸, cette source de revenus autonomes est d'autant plus importante pour celles qui en ont bénéficié. Dans le cas des disciplines réglementées, les incitatifs financiers sont moins évidents.

Capital humain

Les étudiants internationaux aident à répondre aux besoins de compétences du Québec, en particulier dans des secteurs comme l'aérospatiale, les sciences de la vie, ainsi que les technologies de l'information et des communications⁹. D'après les répondants interrogés, l'inscription d'étudiants internationaux des cycles supérieurs soutient la recherche et développement, ce qui stimule l'innovation, l'entrepreneuriat et la croissance économique. D'autres font remarquer que les étudiants étrangers contribuent à renforcer les liens d'affaires entre leurs pays d'origine et le Québec. Ils aident ainsi les entreprises et les organisations québécoises à exporter non seulement leurs produits et services, mais également leur expertise et leur savoir-faire. Cette ouverture sur le monde est fondamentale pour accroître le rayonnement international du Québec.

Intégration sur le marché du travail

Les avantages économiques générés par l'intégration d'étudiants étrangers à titre de résidents permanents sont étayés par un nombre croissant d'études. Comme le démontre le rapport de l'IdQ, *Plus diplômés, mais sans emploi*¹⁰, les étudiants internationaux devraient constituer l'une des principales sources d'immigration, car ils possèdent un diplôme déjà reconnu par les employeurs – ce qui élimine l'un des principaux obstacles à l'embauche auxquels sont généralement confrontés les immigrants. Ils connaissent aussi la réalité québécoise et ont déjà bâti un réseau de contacts dans la communauté.

8 Grant, *The Economic Impact*.

9 Montréal International, *Étude des facteurs*.

10 *Op. cit.*

Une fois qu'ils ont obtenu leur résidence permanente au Canada, les étudiants internationaux gagnent plus, dans un premier temps, que les immigrants qui n'ont pas déjà vécu au pays¹¹. Les recherches montrent aussi que l'âge et l'éducation sont les meilleurs indicateurs à long terme des revenus des immigrants. Les étudiants internationaux étant généralement jeunes et instruits, ceux qui deviennent immigrants sont donc très susceptibles de gagner, tout au long de leur carrière, davantage que d'autres cohortes d'immigrants.

Plusieurs facteurs peuvent probablement nous aider à comprendre pourquoi. Grâce à leur présence au Canada, les étudiants étrangers sont mieux placés que les autres immigrants pour trouver un emploi dès la fin de leurs études. Durant leurs études au Canada, ils peuvent apprendre à mieux maîtriser les langues officielles, acquérir une expérience professionnelle sur place, obtenir des titres de compétence reconnus par les employeurs canadiens et constituer des réseaux sociaux et professionnels.

Tendances et enjeux

Attirer des étudiants internationaux

Le Québec déclassé

En 2014-2015, le Québec a accueilli plus du double d'étudiants étrangers qu'en 1999-2000, soit environ 42 150¹². Cependant, le taux de croissance (181 %) qu'il affiche à cet égard est le plus faible de toutes les provinces canadiennes. Au cours de la même période, la Colombie-Britannique, l'Île-du-Prince-Édouard et l'Ontario ont ainsi enregistré respectivement des taux de croissance de 893 %, 624 % et 540 % (voir graphique 3). En 1999-2000, le Québec comptait la plus forte population d'étudiants internationaux au Canada, mais il se classe maintenant troisième, derrière l'Ontario et la Colombie-Britannique. Comment expliquer ce recul du Québec par rapport aux autres provinces canadiennes?

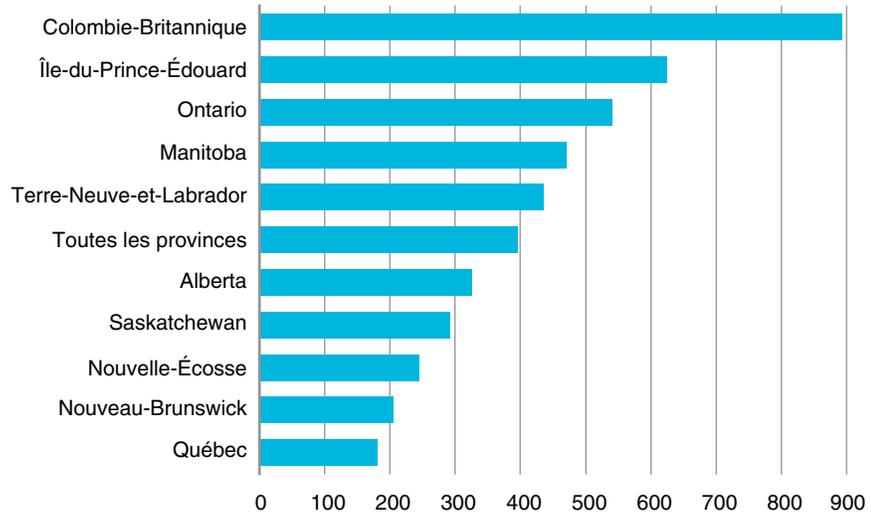
11 Sweetman et Warman, « Former Temporary Foreign Workers and International Students as Sources of Permanent Immigration » et « Canada's Temporary Foreign Worker Programs »; Bonikowska, Hou et Picot, *Which Human Capital Characteristics*; Hou et Bonikowska, *The Earnings Advantage*.

12 Statistique Canada, *Effectifs postsecondaires*.

Graphique 3

Pourcentage de croissance du nombre d'étudiants étrangers par province

(1999-2000 à 2014-2015)



Source : Statistique Canada.

Absence de stratégie concertée et d'image de marque

La majorité des répondants attribuent principalement la faible croissance du nombre d'étudiants internationaux au Québec à l'absence de stratégie concertée entre les intervenants pour faire connaître le Québec comme destination d'apprentissage intéressante à l'étranger. À l'heure actuelle, les universités et les collèges québécois sont responsables de leurs propres efforts de recrutement d'étudiants internationaux. Le gouvernement du Québec n'a pas lancé, jusqu'à présent, une campagne orchestrée à l'échelle provinciale sur la définition d'une image de marque et sa promotion. Selon la plupart des administrateurs interrogés, les établissements ne sont pourtant pas en mesure d'attirer seuls une masse critique d'étudiants internationaux au Québec, notamment parce que leurs ressources limitent la portée de leurs activités de recrutement.

Les efforts de promotion ponctuels sans actions concertées empêchent d'attirer plus d'étudiants étrangers.

Dans un mémoire remis au gouvernement du Québec en août 2016, l'Université McGill soutenait d'ailleurs qu'une meilleure coordination s'imposait dans la promotion du Québec comme destination d'études postsecondaires¹³. Tous les répondants issus des universités partagent ce point de vue. D'après eux, les efforts de promotion ponctuels, qui ne s'inscrivent pas dans une stratégie claire prévoyant des actions concertées, empêchent d'attirer plus d'étudiants étrangers. Dans un marché mondial où la concurrence se fait de plus en plus vive, on voit aussi apparaître – en plus des acteurs traditionnels – des pays asiatiques qui se présentent comme autant de destinations intéressantes pour les étudiants internationaux. Le Québec doit donc sortir du lot et attirer l'attention en soulignant ses qualités uniques.

Recruter dans un bassin limité

La taille du bassin mondial d'étudiants étrangers francophones, plus limitée que celle des étudiants qui souhaitent étudier en anglais, représente l'un des principaux défis du Québec. De fait, un peu plus de la moitié des étudiants internationaux du Québec viennent de pays francophones, les étudiants originaires de France représentant le tiers des effectifs (voir tableau 1). Cette dépendance à l'égard des étudiants francophones constitue un obstacle bien réel au recrutement d'un plus grand nombre d'étudiants internationaux à court terme. La difficulté est encore plus grande pour les établissements où l'enseignement n'est dispensé qu'en français, car ils se trouvent en concurrence avec d'autres destinations francophones prisées, comme la France et la Suisse. Il faut toutefois mentionner que la croissance rapide de la population des pays de la Francophonie viendra atténuer cette barrière.

Les établissements anglophones ont également du mal à recruter des étudiants internationaux, car ils doivent se distinguer de concurrents du reste du Canada, de l'Amérique, de la Grande-Bretagne et de l'Australie, notamment.

13 Université McGill, *Attraction et rétention des étudiants internationaux au Québec : pour une cible ambitieuse*.

Tableau 1

Permis d'études valides au 31 décembre, Québec

10 premiers pays d'origine	2011	2012	2013	2014	2015
France	11 185	13 230	14 925	17 085	18 535
Chine	2 235	2 530	2 870	3 490	4 890
États-Unis d'Amérique	3 290	3 435	3 425	3 585	3 590
Inde	885	1 230	1 715	2 055	2 150
Maroc	1 650	1 655	1 660	1 790	1 725
Tunisie	1 045	1 055	1 180	1 470	1 495
Iran	1 055	1 195	1 155	1 090	1 170
Cameroun	575	675	795	945	1 050
Algérie	540	730	880	1 075	895
Sénégal	620	630	680	790	840
Nombre total de titulaires de permis d'études	34 320	38 560	42 125	46 955	50 275

Source : Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada.

Coûts de recrutement et d'intégration élevés

La faible capacité du Québec à attirer des étudiants internationaux est également attribuable aux coûts élevés de leur recrutement, selon les représentants des universités. Pour aider à compenser les coûts de recrutement des étudiants étrangers ainsi que des services de soutien qui leur sont destinés, le gouvernement du Québec autorise les universités à facturer aux étudiants inscrits dans les disciplines réglementées de frais allant jusqu'à 10 % de plus qu'aux autres étudiants. La réglementation des frais de scolarité pour certaines disciplines aurait donc un effet dissuasif sur les efforts de recrutement et d'intégration à l'international, d'après deux des répondants.

Il est aussi possible que le modèle de frais de scolarité très réglementé du Québec empêche les universités de consacrer plus de fonds au recrutement et d'intégration, selon un représentant d'une organisation privée qui travaille à l'international. D'après ses conversations avec des intervenants de l'EPS québécois, certains établissements estiment qu'il n'est pas avantageux pour eux d'investir dans le recrutement d'étudiants internationaux, car les sommes nécessaires pour les attirer dépassent les revenus recueillis par les droits de scolarité qu'ils paient. Les représentants de l'Université McGill sont également d'avis qu'une plus grande liberté dans l'établissement des frais de scolarité facturés

aux étudiants internationaux inciterait davantage les universités à accroître leurs efforts de recrutement et d'intégration. Selon eux, la forte réglementation en place décourage les universités de dépenser plus pour recruter des étudiants étrangers, point de vue également exprimé par l'Université McGill dans son mémoire présenté au gouvernement en août 2016. Comme ces établissements doivent reverser les revenus excédentaires issus des frais de scolarité des étudiants internationaux inscrits dans les disciplines réglementées, il est moins intéressant pour eux, sur le plan financier, de dépenser de l'argent pour recruter des étudiants étrangers dans ces disciplines.

Retenir les étudiants internationaux

Le Québec sur la bonne voie

Le Québec réussit mieux à retenir les étudiants internationaux depuis quelques années. En 2010, la province a mis en place le Programme de l'expérience québécoise (PEQ), programme de traitement accéléré des demandes d'immigration des étudiants et des travailleurs étrangers temporaires qui ont résidé au Québec. Dans le cadre du PEQ, quelque 3 500 anciens étudiants internationaux ont obtenu en 2015 un certificat de sélection du Québec, qui leur a permis de demander la résidence permanente au Canada. C'est trois fois plus qu'en 2011 (voir tableau 2). La majorité des personnes interrogées estiment que le PEQ aide à retenir plus d'étudiants internationaux au Québec. Toutefois, les irritants qui subsistent limitent les efforts consentis pour retenir ces étudiants, d'après elles.

Tableau 2

Certificats de sélection du Québec émis dans le cadre du PEQ – volet étudiants internationaux

Année de délivrance du certificat	Nombre de certificats
2011	1 126
2012	1 598
2013	2 156
2014	2 596
2015	3 512

Source : Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion.

Aide limitée et difficultés d'embauche

Aides aux étudiants et sensibilisation

Les étudiants internationaux font face à des problèmes d'installation et d'intégration au Québec. Il est fréquent que le niveau de français de ces étudiants, trop faible, les empêche de se qualifier pour les programmes d'immigration du Québec. Selon les répondants, ce problème ne tient pas tant à un manque de ressources en français qu'à d'autres facteurs : la méconnaissance par les étudiants des aides en français à leur disposition et la difficulté perçue d'apprendre le français tout en poursuivant un programme d'études¹⁴.

De plus, les étudiants étrangers ne connaissent pas les aides à l'établissement et les options existantes en matière d'immigration¹⁵. Plusieurs croient que le processus d'immigration est trop difficile et complexe¹⁶. Néanmoins, les répondants des universités reconnaissent que le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) a accru depuis 2011 ses efforts de diffusion de l'information sur les programmes existants auxquels ont accès les étudiants internationaux. Ainsi, le MIDI propose maintenant des séances d'information dans les collèges et universités et s'est dernièrement associé avec Montréal International pour fournir des renseignements sur ce sujet¹⁷. L'une des raisons de l'importance de ce partenariat, c'est que Montréal International diffuse de l'information sur l'immigration relative aux champs de compétences fédéraux, ce qui permet aux étudiants de mieux comprendre les processus à cet égard. Le MIDI a aussi lancé récemment un nouveau site Web pour informer les étudiants étrangers de leurs options en matière d'immigration dans la province¹⁸.

Comme les étudiants internationaux sont des résidents temporaires, ils n'ont pas accès aux services d'établissement subventionnés, qui ne sont offerts qu'aux résidents permanents. Ces services comprennent notamment de l'aide pour s'établir, pour trouver un logement, ou encore pour effectuer des démarches administratives (l'ouverture d'un compte

14 Entrevues avec les principaux répondants.

15 Montréal International, *Étude des facteurs; et entrevues avec les principaux répondants*.

16 Entrevues avec les principaux répondants.

17 Montréal International, *The Government of Quebec*.

18 JeResteAuQuebec.gouv.qc.ca.

de banque, par exemple), ainsi que pour l'apprentissage de la langue ou l'intégration sociale. Cependant, le Québec vient d'ouvrir deux sites Web à l'intention des étudiants étrangers pour leur offrir un soutien accru à l'apprentissage du français et à l'intégration, qui n'était jusque-là proposé qu'aux résidents permanents¹⁹. Les étudiants internationaux peuvent également s'adresser à leur établissement d'enseignement pour trouver de l'aide, notamment pour s'orienter dans la collectivité, chercher un emploi, se renseigner sur l'immigration et acquérir des compétences interculturelles et linguistiques. D'après les répondants des universités ciblées, le coût de ces services est généralement assumé par les établissements. Malheureusement, certains d'entre eux ne sont sans doute pas en mesure d'offrir aux étudiants internationaux les services voulus, même si ceux-ci passent souvent plusieurs années dans leurs murs.

Difficulté d'obtenir un stage ou un premier emploi

Les étudiants internationaux se heurtent à des obstacles à l'emploi au Québec, obstacles dont les causes sont multiples. Les employeurs privilégient parfois l'embauche d'étudiants québécois, ne comprennent pas toujours les règles de l'immigration et hésitent à offrir un emploi à un étudiant qui n'est pas certain de son statut en matière d'immigration. Ils le font aussi faute de programmes ou d'incitations à embaucher des étudiants étrangers²⁰. Ces écueils font en sorte que le Québec risque de voir les étudiants internationaux quitter la province une fois leurs études terminées pour aller chercher ailleurs un emploi.

Six propositions pour attirer et retenir plus d'étudiants internationaux

En se fondant sur les problèmes mentionnés ci-dessus, nous proposons certaines mesures que pourraient prendre les intervenants afin d'aider le Québec à attirer et à retenir plus d'étudiants étrangers.

- Définir une stratégie québécoise d'attraction et de rétention des étudiants internationaux;

19 Montréal International, *The Government of Quebec*.

20 Entrevues avec les principaux répondants.

Les établissements québécois offrent, à un coût relativement abordable, une éducation de grande qualité, reconnue et respectée.

- Élargir le bassin d'étudiants internationaux;
- Revoir les incitatifs financiers des universités en matière de recrutement et d'intégration.
- Rendre admissibles les étudiants internationaux à un plus grand nombre de programmes destinés aux immigrants;
- Bonifier le pointage des diplômés canadiens lors de la sélection des immigrants;
- Faciliter la première expérience de travail par l'offre massive de parcours d'intégration en milieu de travail et la sensibilisation auprès des employeurs.

Définir une stratégie d'attraction et de rétention des étudiants internationaux

La plupart des répondants des universités estiment que le Québec pourrait attirer davantage d'étudiants étrangers si le gouvernement provincial définissait une stratégie québécoise concertée en matière d'éducation internationale et développait une image de marque ciblée.

Dans le cadre de cette stratégie, le Québec pourrait fixer des objectifs d'internationalisation et des critères de rendement, comme le nombre d'étudiants internationaux qu'il compte attirer et retenir sur une période donnée; la satisfaction des étudiants; les objectifs en matière d'emploi; les marchés cibles; les actions concrètes à déployer pour atteindre les objectifs, etc. Une telle stratégie donnerait des indications claires sur les intentions du gouvernement et permettrait aux collèges et aux universités de se mobiliser autour d'objectifs communs. Ces derniers devraient indiquer dans quelle mesure ils peuvent contribuer à l'atteinte des cibles fixées et s'engager à mesurer les progrès réalisés tant au niveau de l'attraction que de la rétention. À l'instar du modèle de la Colombie-Britannique, la mise en application de cette stratégie devrait être confiée à un organisme indépendant, qui rendrait directement compte au ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

La valeur du système éducatif au Québec n'est pas en cause dans l'esprit des personnes interrogées. Les établissements québécois offrent, à un coût relativement plus abordable que des concurrents canadiens et étrangers, une éducation de grande qualité, reconnue et respectée, et ce dans un endroit unique en Amérique du Nord sur le plan culturel et de la qualité de vie. Comme le fait observer un administrateur d'une institution montréalaise, le Québec a également un avantage par rapport à bon nombre de ses concurrents non canadiens : il offre aux étudiants internationaux la possibilité de travailler pendant et après leurs études, ainsi que des options simples pour obtenir la résidence permanente.

Montréal représente une destination éducative particulièrement intéressante, selon les répondants. En plus des avantages susmentionnés de faire des études au Québec, la dualité linguistique de la ville, la variété des loisirs qu'on y trouve et son faible taux de criminalité sont autant de raisons qui en font une destination de choix pour les étudiants internationaux. Pour certains, le multiculturalisme de la ville est un autre attrait de taille pour les étudiants étrangers.

Ces qualités devraient être réunies pour créer une image de marque globale pour le Québec. Et cette image de marque devrait être véhiculée dans le cadre d'une campagne de positionnement de la province sur le marché des étudiants étrangers. Cela pourrait contribuer à mieux faire connaître le Québec à l'échelle internationale et lui permettre de tirer son épingle du jeu face à une vive concurrence. Face à cette concurrence mondiale, le Québec doit en faire plus pour se démarquer et mettre en valeur ses caractéristiques uniques auprès d'étudiants internationaux potentiels, selon les personnes interrogées. Certains établissements québécois donnent même aux étudiants étrangers la possibilité de suivre un parcours bilingue (programme d'études en anglais et en français), point sur lequel ont insisté les répondants de trois universités montréalaises. Car en dépit des rivalités entre pays développés, la France et la Suisse, entre autres pays francophones, arrivent aussi à attirer des étudiants internationaux, ont-ils fait remarquer.

Presque tous les intervenants interrogés considèrent l'Australie comme un modèle international dont le Québec pourrait s'inspirer.

L'Australie mise sur les étudiants internationaux

L'éducation internationale, qui était évaluée à 19 G\$ en 2014-2015, occupe le troisième rang des exportations australiennes et le premier rang des exportations de services du pays²¹. Le marketing efficace de l'Australie, qui comprend des sites Web optimisés par des moteurs de recherche et une présence visible dans les salons de recrutement internationaux, est l'un des atouts du pays, d'après les personnes interrogées. Dans sa stratégie internationale renouvelée en matière d'éducation, rendue publique en avril 2016, l'Australie énonce neuf objectifs à atteindre pour que ses établissements d'enseignement restent compétitifs à l'échelle mondiale et que le pays puisse tirer pleinement parti de l'éducation internationale. La stratégie contient plusieurs critères de réussite, comme l'employabilité des diplômés, la satisfaction des étudiants, la collaboration internationale, la mobilisation des anciens étudiants et la part du marché mondial²². Comme le notent les intervenants interviewés, l'Australie illustre ce qui peut être accompli en adoptant une approche concertée de promotion de l'éducation internationale et en faisant le choix clair et affirmé d'utiliser ce secteur pour soutenir la croissance économique.

La Nouvelle-Écosse et la Colombie-Britannique ont également des pratiques exemplaires à cet égard. EduNova, une association coopérative sectorielle néo-écossaise, réunit les établissements d'études postsecondaires, le gouvernement et les intervenants du secteur privé qui font connaître les services d'éducation internationale offerts par la province. Dans le cadre de son mandat, EduNova organise entre autres des missions de recrutement internationales sur des marchés clés et fournit aux étudiants internationaux des renseignements sur la vie dans la province avant et après leur arrivée. Depuis 2010-2011,

21 Gouvernement de l'Australie, *The Value of International Education to Australia*.

22 Gouvernement de l'Australie, *National Strategy for International Education 2025*.

la Nouvelle-Écosse enregistre le cinquième plus fort taux de croissance provincial du nombre d'inscriptions d'étudiants internationaux²³.

Une stratégie internationale efficace en Colombie-Britannique

La Colombie-Britannique a mis sur pied sa propre stratégie internationale en matière d'éducation, qui comprend un plan d'action pour atteindre les objectifs de la province. Le British Columbia Council for International Education (BCCIE), qui appuie la stratégie, est une société d'État chargée de promouvoir les services d'éducation internationale proposés par la Colombie-Britannique, y compris ses établissements d'EPS, ses écoles de la maternelle à la 12e année et les écoles de langue des secteurs public et privé. Selon les personnes interrogées, la détermination du BCCIE dans ses efforts explique pourquoi la province est considérée comme un chef de file au Canada en matière d'éducation internationale. Le BCCIE fait part de ses pratiques exemplaires aux établissements d'enseignement provinciaux pour les aider à améliorer les mesures qu'ils prennent pour attirer et soutenir les étudiants internationaux. Il coordonne également des missions de recrutement à l'étranger pour faire en sorte que les établissements d'enseignement se présentent sous leur meilleur jour afin d'attirer des talents dans la province. Pendant ces missions, il travaille en collaboration avec les ambassades et les consulats du Canada à l'étranger afin de comprendre le marché local, tout en utilisant l'image de marque de la Colombie-Britannique pour promouvoir les établissements de la province. Il noue également des relations avec des établissements qui ont manifesté le souhait de collaborer avec des établissements britanno-colombiens ainsi qu'avec des agents de recrutement internationaux.

La stratégie marketing du Québec devrait aussi souligner l'importance d'étudier dans des villes situées à l'extérieur de Montréal. Même si ces villes ne possèdent pas nécessairement les mêmes caractéristiques que Montréal (la diversité des origines, par exemple), celles-ci ont des atouts qui leur sont propres (coût de la vie réduit, cadre plus intime, etc.). Certains étudiants préfèrent cette qualité de vie et la possibilité

23 Statistique Canada, *Effectifs postsecondaires*.

de s'immerger dans un environnement presque qu'à 100 % francophone. En faisant la promotion de ces villes, le gouvernement assurerait une meilleure distribution régionale des étudiants internationaux.

Les villes du Québec peuvent aussi juger utile d'élaborer leur propre stratégie pour attirer les étudiants internationaux. La stratégie de Melbourne, par exemple, vise à faire de cette ville une destination de choix²⁴. Cette stratégie cherche à identifier les enjeux auxquels les étudiants internationaux font face, leurs défis et leurs opportunités, ainsi qu'à renforcer la collaboration entre les intervenants clés. Elle a aussi pour but de créer plusieurs avenues d'intégration économique et sociale pour les étudiants internationaux par des expériences de travail ou de contact faisant la promotion de la diversité. L'adoption d'une telle approche au Québec pourrait aider les villes à devenir des destinations attractives et accueillantes pour les étudiants internationaux.

Élargir le bassin d'étudiants internationaux

Comme le montre le tableau 3, le Québec est capable d'attirer au moins un quart des étudiants internationaux d'Iran, des États-Unis, du Maroc et de France qui viennent étudier au Canada. Il a toutefois du mal à attirer ceux qui viennent de certains des principaux pays d'origine des étudiants internationaux inscrits au Canada. Fin 2015, quelque 119 000 Chinois étudiaient au Canada et seuls 4 % d'entre eux le faisaient au Québec. De même, le Québec est incapable d'attirer les étudiants (moins de 5 %) venant de pays d'origine importants au Canada, comme l'Inde, la Corée du Sud, l'Arabie saoudite et le Japon (voir tableau 3).

24 City of Melbourne, A Great Place to Study.

Tableau 3

20 principaux pays d'origine des étudiants internationaux au Canada au 31 décembre 2015

Pays de citoyenneté	Canada	Québec	Part du Québec (%)
Chine	118 784	4 890	4,1
Inde	48 633	2 150	4,4
France	20 131	18 535	92,1
République de Corée	19 746	805	4,1
États-Unis d'Amérique	12 216	3 590	29,4
Arabie saoudite	11 682	505	4,3
Nigeria	9 978	200	2,0
Brésil	7 321	710	9,7
Japon	7 103	250	3,5
Mexique	5 118	545	10,6
Vietnam	4 881	350	7,2
Iran	4 502	1 170	26,0
Pakistan	4 016	400	10,0
Hong Kong	3 428	65	1,9
Royaume-Uni et colonies	3 223	325	10,1
Taiwan	3 202	110	3,4
Russie	2 872	165	5,7
Bangladesh	2 704	245	9,1
Allemagne	2 415	320	13,3
Maroc	2 335	1,725	73,9

Source : Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada.

Remarque : Le tableau sur les résidents temporaires (RT) a été révisé afin de tenir compte de la refonte au 20 juin 2014 du Programme des travailleurs étrangers temporaires. La méthode de déclaration a également été revue afin de compter les RT, ce qui comprend les travailleurs et les étudiants étrangers, selon le type de permis des RT (valable à la date de signature du permis, ou un permis valide à la fin d'une année donnée). En raison des changements susmentionnés, les rapports pour chaque type de titulaire de permis sont séparés par souci de clarté.

Non seulement une diversification des marchés d'origine ferait-elle augmenter l'apport potentiel d'étudiants internationaux au Québec, mais elle réduirait aussi la vulnérabilité du Québec en cas de baisse des inscriptions d'étudiants en provenance des principaux pays d'origine. Cette diversification pourrait également renforcer les liens éducatifs, commerciaux et sociaux entre le Québec et les pays qui envoient plus d'étudiants étrangers dans la province.

Si l'on veut
retenir les talents
au Québec, il
faut prendre
les mesures
nécessaires
pour maximiser
leur maîtrise du
français durant
leurs études.

La stratégie de diversification pourrait se concentrer sur des marchés clés que ciblerait le Québec, à l'image de la Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale, qui met l'accent sur le recrutement au Brésil, en Chine, en Inde, au Mexique, au Vietnam, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient²⁵. Le Québec pourrait accroître ses activités promotionnelles dans des pays sources importants, comme la Chine, l'Inde et la Corée du Sud, d'où viennent plus du quart des cinq millions d'étudiants internationaux dans le monde²⁶, ainsi que dans les pays d'Asie du Sud-Est pour les affinités culturelles. Il est vrai que les ressortissants des principaux pays sources maîtrisent généralement peu le français. Mais avec le temps, il est probable que les étudiants internationaux attirés au Québec y acquerront des compétences linguistiques en français, si les aides voulues à l'intégration sont en place. En ciblant des marchés non francophones, le Québec élargirait par ailleurs son bassin potentiel d'étudiants internationaux.

Une telle décision aurait deux implications. En premier lieu, le gouvernement et les établissements devraient allouer davantage de ressources à la francisation. Si l'objectif est de retenir les talents au Québec, il faut prendre les mesures nécessaires pour maximiser leur maîtrise du français durant leurs études. En second lieu, les établissements devraient proposer davantage de parcours bilingues. Cela permettrait aux universités anglophones d'être plus efficaces dans la francisation des étudiants anglophones. En outre, le fait de bonifier l'offre de parcours bilingues aurait pour effet de rendre les établissements francophones plus attirants auprès des étudiants provenant de pays anglophones.

Parallèlement, le Québec devrait développer le volet de sa stratégie internationale axé sur les pays de la Francophonie et accroître ses activités de promotion dans les pays francophones d'Afrique. La population francophone mondiale devrait dépasser les 700 millions de personnes et d'ici 2050, 80 % d'entre elles vivront en Afrique²⁷.

25 Gouvernement du Canada, *Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale*.

26 ICEF, *The State of International Student Mobility in 2015*.

27 Association canadienne des écoles publiques – International, *Market Outlook*.

Une personne interrogée, suggère également aux établissements d'enseignement secondaire de travailler en plus étroite collaboration avec les collèges et universités pour attirer des étudiants qui font leurs études secondaires à l'étranger. D'après une enquête réalisée en 2014, moins de 5 % des 269 000 étudiants internationaux du Canada ont étudié dans une école secondaire canadienne, alors que 14 % des répondants au sondage avaient étudié dans un établissement postsecondaire en dehors de leur pays d'origine²⁸. Environ 3 % des étudiants internationaux inscrits dans un établissement postsecondaire québécois ont étudié dans une école secondaire canadienne. Cela donne à penser que les écoles secondaires canadiennes et québécoises laissent passer une occasion de recruter des élèves étrangers qui font leurs études secondaires à l'international. Par ailleurs, les collèges et les universités perdent l'opportunité de recruter les élèves qui font leurs études secondaires au Canada, mais qui décident ensuite d'aller faire leurs études supérieures ailleurs.

Si le Québec élabore une nouvelle stratégie internationale en matière d'éducation, celle-ci pourrait donc comprendre un volet de promotion auprès des écoles secondaires, afin que leurs élèves internationaux optent pour des collèges québécois une fois leurs études secondaires terminées. Une approche concertée entre les différents secteurs permettrait aussi aux établissements d'enseignement de la province de mettre en commun des ressources pour recruter des élèves, leur offrir une expérience d'apprentissage plus intégrée et augmenter la probabilité qu'ils s'intègrent à la société et veuillent y rester en tant qu'immigrants²⁹. Le Québec pourrait concentrer ses efforts d'attraction sur les pays à très forte demande de programmes d'écoles secondaires francophones comme l'Allemagne, la Russie, le Brésil, la Turquie et le Mexique³⁰.

La collaboration entre les établissements d'enseignement québécois est essentielle pour s'assurer que les étudiants internationaux puissent passer sans problème d'un établissement à l'autre, tandis qu'ils poursuivent leurs études dans la province. Le Québec pourrait s'inspirer

28 BCEI, *A World of Learning*.

29 The Illuminate Consulting Group, *International Recruiting*.

30 Association canadienne des écoles publiques – International, *Market Outlook*.

Certains croient que le Québec devrait déréglementer les frais de scolarité des étudiants étrangers dans toutes les disciplines et à tous les cycles.

en l'occurrence de l'International Student Program de la Nouvelle-Écosse, qui offre aux élèves internationaux inscrits au secondaire des passerelles vers l'enseignement supérieur. Les élèves qui ont 70 % de moyenne dans les cours obligatoires sont généralement admis automatiquement dans les établissements postsecondaires néo-écossais. Les élèves qui obtiennent des notes en anglais supérieures à 70 % en 12^e année sont exemptés du test TOEFL et ceux qui ont une moyenne d'au moins 85 % se voient offrir des bourses d'études³¹. Le Québec aurait un autre défi à relever dans la mise en œuvre d'un programme similaire : veiller à que les élèves étrangers se familiarisent avec le modèle québécois des cégeps³².

Revoir les incitatifs financiers des universités en matière de recrutement et d'intégration

Plus de huit ans après la décision du gouvernement du Québec de déréglementer les frais de scolarité des étudiants internationaux pour six disciplines du premier cycle (administration, droit, sciences pures, mathématiques, génie et informatique), le temps est venu de revoir les incitatifs financiers des universités en matière de recrutement d'étudiants internationaux.

Certains sont d'avis que le Québec devrait déréglementer les frais de scolarité des étudiants internationaux dans toutes les disciplines et à tous les cycles, ce qui pourrait accroître leur recrutement. La déréglementation générale des frais de scolarité, qui pourrait se traduire par une hausse de ces mêmes frais, soulève cependant la crainte que les étudiants internationaux aient plus de mal à accéder aux universités québécoises. Mais étant donné l'importance des coûts liés au recrutement et à l'intégration des étudiants internationaux pendant leurs études au Québec, comme mentionné pendant les entrevues, il semble que la réglementation des frais de scolarité actuellement imposée par le gouvernement soit trop rigide et décourage les efforts de recrutement des universités à l'étranger.

31 The Illuminate Consulting Group, *International Recruiting*.

32 Entrevues avec les principaux répondants.

D'après les commentaires des répondants, tout indique qu'une hausse des frais de scolarité ne dissuade pas les étudiants internationaux en provenance de pays anglophones, qui semblent moins sensibles au prix et pour qui des frais élevés riment souvent avec une meilleure qualité d'éducation. Les répondants des universités anglophones affirment que la hausse des frais dans les six disciplines déréglementées au premier cycle n'a pas entraîné de baisse de leur clientèle internationale. Par contre, la réalité semble bien différente dans les universités francophones. Selon les commentaires recueillis, les étudiants en provenance des pays francophones seraient plus sensibles aux prix. Une hausse des frais se traduirait donc potentiellement par une baisse du nombre d'inscriptions d'étudiants internationaux. Il serait toutefois intéressant d'analyser dans quelle mesure les universités francophones ont effectivement testé la résilience de leurs marchés.

Le marché mondial des étudiants francophones est considéré comme étant instable et de petite taille par rapport au marché anglophone, qui est généralement indifférent aux frais de scolarité élevés ou en augmentation dans les principales destinations. Dans tous les cas, les universités sont les mieux placées pour évaluer leurs marchés et devraient avoir plus de flexibilité pour déterminer le niveau optimal des droits de scolarité exigés des étudiants internationaux dans les différents programmes, comme c'est d'ailleurs le cas dans la plupart des autres administrations.

Il reste à voir comment le marché des étudiants internationaux réagirait à une possible hausse des frais de scolarité au Québec. Le tableau 4 indique que le nombre d'étudiants internationaux dans le réseau universitaire québécois a progressé constamment dans les disciplines déréglementées depuis l'année universitaire 2008-2009. Cependant, toutes les universités n'ont pas choisi d'augmenter leurs frais de scolarité et celles qui ont choisi de le faire ne l'ont pas fait la même année. De plus, l'augmentation de l'effectif d'étudiants internationaux au Québec dans les disciplines déréglementées est probablement également liée à la hausse de l'offre mondiale d'étudiants internationaux.

Tableau 4

Disciplines d'études des étudiantes et étudiants internationaux, Québec

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Administration	3 979	4 517	4 968	4 665	4 685	4 926	4 962	4 787	5 066	5 186	5 417	5 750	6 026	6 590
Arts	385	430	476	544	574	649	652	672	735	758	847	945	1 026	1 161
Droit	211	221	216	205	213	209	226	252	261	284	325	401	481	557
Études plurisectorielles	465	539	620	640	669	621	647	673	712	810	905	1 039	1 102	1 250
Lettres	1 185	1 231	1 248	1 183	1 131	1 150	1 009	940	834	933	899	878	898	1 008
Sciences appliquées	2 932	3 337	3 568	3 711	3 896	4 151	4 532	4 813	5 412	6 189	6 844	7 558	8 375	9 429
Sciences de l'éducation	221	241	391	345	400	362	321	365	387	421	379	419	427	495
Sciences humaines	2 467	2 684	2 986	3 095	3 161	3 223	3 400	3 561	3 840	4 072	4 345	4 939	5 426	5 918
Sciences pures	1 162	1 271	1 410	1 496	1 579	1 631	1 613	1 683	1 865	2 028	2 210	2 353	2 476	2 694
Sciences santé	659	708	757	779	828	798	774	807	889	1 060	1 112	1 212	1 265	1 409
Discipline non spécifiée	3 710	3 926	4 294	4 327	4 183	4 376	4 153	3 959	4 503	4 444	4 729	5 169	5 354	5 677
Total	17 376	19 105	20 934	20 990	21 319	22 096	22 289	22 512	24 504	26 185	28 012	30 663	32 856	36 188

Remarque : Les frais de scolarité des étudiants étrangers inscrits dans les disciplines grisées sont déréglés depuis 2008.

Source : Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur du Québec.

Les frais de scolarité des six disciplines déréglées restent toutefois dans les moyennes nationales. Ils sont même souvent inférieurs à ceux facturés aux étudiants internationaux par les pays anglophones, ce qui indique probablement une certaine flexibilité de la part des étudiants étrangers anglophones.

Il sera possible d'évaluer la latitude dont bénéficieraient les universités québécoises en analysant les tendances qui se dessineront à la suite de la décision du gouvernement, prise en 2015, d'exiger que les étudiants français (de France) du premier cycle paient les mêmes frais de scolarité que les étudiants canadiens – plutôt que les mêmes frais que les étudiants québécois.

Une plus grande souplesse dans la réglementation des frais de scolarité devrait être liée à une obligation d'accroître les efforts de recrutement, d'accompagnement et de suivi de l'intégration. Entre-temps, les universités devraient se demander comment elles peuvent mieux rentabiliser les investissements existants dans le recrutement d'étudiants internationaux. Dépensent-elles bien leurs fonds de recrutement? Leurs investissements sont-ils suffisamment rentables? Elles pourraient

Les établissements d'enseignement ont un rôle éducatif à jouer pour faciliter l'intégration à long terme des étudiants internationaux dans la société.

aussi déterminer comment collaborer entre elles pour promouvoir leurs établissements et leurs milieux à l'étranger. L'Edmonton Coalition, par exemple, est un partenariat qui réunit six établissements travaillant de concert pour promouvoir leur ville en tant que destination d'apprentissage intéressante³³. L'expérience d'Edmonton démontre que lorsque les universités et collèges travaillent ensemble à la promotion d'intérêts communs, les résultats sont au rendez-vous, même sans la participation du gouvernement.

Comme l'a souligné une récente étude du Conference Board du Canada, la Ville d'Edmonton fournit un exemple des bonnes pratiques que les établissements postsecondaires peuvent adopter lorsqu'elles se rassemblent autour d'un intérêt commun. En effet, les administrateurs des six universités et collèges publics d'Edmonton se réunissent régulièrement en vue de coordonner leurs efforts pour rendre la ville plus intéressante économiquement et socialement, notamment en attirant et en conservant plus d'étudiants étrangers. Pour rehausser le profil d'Edmonton en tant que destination attrayante pour les étudiants internationaux, cette coalition a entrepris un certain nombre d'activités de marketing telles que la création d'une brochure, le lancement d'un site Internet et l'organisation d'événements de sensibilisation pour mettre en évidence les avantages d'étudier à Edmonton.

Ce partenariat offre aux institutions postsecondaires des exemples de mesures intéressantes quant à leur engagement communautaire. Les mesures qu'elles peuvent mettre en place pour attirer les étudiants internationaux doivent leur être propres et ne pas reposer nécessairement sur une aide gouvernementale. La collaboration entre les institutions, plutôt que la compétition, peut représenter un bon moyen d'attirer les étudiants internationaux et de répondre à leurs besoins. Lorsque des établissements ayant différentes spécialisations se concertent, cela accroît l'attractivité de la ville puisqu'elle offre des occasions d'apprentissage diversifiés³⁴

33 Elizabeth Martin, *The City of Learners : Post-Secondary Collaboration in Edmonton, Alberta*.

34 *Ibid.*

Admissibilité des étudiants internationaux aux programmes destinés aux immigrants

Le Québec a déjà pris des mesures pour améliorer les aides à l'intégration des étudiants internationaux et mieux faire connaître les options en matière d'immigration. Depuis octobre 2016, il propose des services d'intégration et des cours de français en ligne. Toutefois, plus d'efforts s'imposent pour que les étudiants internationaux reçoivent le soutien nécessaire.

Les établissements d'enseignement ont certainement un rôle éducatif à jouer pour faciliter l'intégration à long terme des étudiants internationaux dans la société québécoise. Ils peuvent largement contribuer, entre autres, à la maîtrise de leur français. À titre d'exemple, un administrateur de l'Université Concordia mentionne le programme Oui Can Help! que cette université a mis en place pour encourager les étudiants internationaux à s'inscrire à des cours de français en leur offrant des bourses.

Selon plusieurs répondants du milieu universitaire, les établissements doivent investir plus de ressources pour encadrer adéquatement et mieux accompagner les étudiants internationaux. Ils doivent aussi dispenser aux enseignants la formation nécessaire pour qu'ils puissent répondre aux besoins d'une population étudiante de plus en plus diverse. Par ailleurs, il faut du temps aux conseillers pour établir des liens et instaurer une relation de confiance avec les étudiants internationaux, rappelle un autre répondant. Les établissements doivent donc disposer du personnel suffisant pour accorder aux étudiants internationaux l'attention voulue.

Le Québec pourrait faire mieux pour retenir les étudiants internationaux en leur donnant accès à des services d'établissement subventionnés. Ces services comprennent notamment de l'aide pour s'établir, pour trouver un logement, ou encore pour effectuer des démarches administratives (l'ouverture d'un compte de banque, par exemple), ainsi que pour l'apprentissage de la langue ou l'intégration sociale. À l'heure

Le Québec est actuellement en train de modifier son processus de sélection des immigrants.

actuelle, la plupart de ces coûteux services ne sont offerts qu'aux résidents permanents, car ils sont plus susceptibles de rester dans la province à long terme. Cependant, la plupart des gouvernements provinciaux du Canada offrent des services d'établissement aux étudiants internationaux dans l'espoir de les retenir après leurs études. L'adoption de d'une approche similaire au Québec reviendrait à investir dans des étudiants étrangers prêts à apporter une contribution durable à la province en tant qu'immigrants. Le Québec pourrait aussi décider de financer un besoin en particulier (p. ex., la maîtrise du français) et offrir ce service aux étudiants inscrits dans des disciplines clés, étudiants que le Québec voudrait encourager à devenir résidents permanents.

Le modèle ontarien : connecter les étudiants internationaux

Le projet pilote « Étudiants internationaux se connectent » de l'Ontario est un exemple d'initiative qui vise à aider les étudiants internationaux³⁵. Financé par le gouvernement de l'Ontario, le projet est coordonné par COSTI Immigrant Services, qui travaille avec des établissements d'EPS et des organismes d'aide à l'établissement dans toute la province. Ensemble, ils proposent des services bilingues, y compris des ressources en ligne et des webinaires, des fiches d'information, des ateliers de groupe et des consultations individuelles. Les services, qui sont offerts aux étudiants et à leur famille, couvrent des domaines tels que la vie dans la province, les valeurs et les coutumes canadiennes, le logement, les finances et les options en matière d'immigration, ainsi que les cours de langue.

Les étudiants internationaux devraient également pouvoir bénéficier des programmes d'aide destinés aux immigrants à la recherche d'une première expérience de travail local. Cette admissibilité devrait s'appliquer tant aux programmes d'employabilité qu'aux programmes qui visent à soutenir les employeurs en finançant les stages.

35 <http://www.internationalstudentconnect.org/fr>.

Bonifier le pointage des diplômés québécois lors de la sélection des immigrants

Le rapport de l'IdQ, intitulé *Plus diplômés, mais sans emploi*, a clairement démontré que la reconnaissance des compétences et des diplômes étrangers représentait un obstacle majeur à l'embauche des immigrants. Les employeurs québécois valorisent beaucoup plus les diplômes canadiens que ceux décernés par les établissements étrangers. Ce constat devrait inciter le gouvernement du Québec à valoriser davantage les candidats détenant des diplômes canadiens et québécois.

Le Québec est actuellement en train de modifier son processus de sélection des immigrants : l'adoption d'une nouvelle loi sur l'immigration en avril 2016 a permis la mise en place d'un nouveau système de traitement des demandes appelé « déclaration d'intérêt ». Cette version québécoise de la déclaration d'intérêt, inspirée du modèle fédéral, devrait voir le jour en 2017. Le Québec aurait tout avantage à tirer des leçons des effets sur les étudiants internationaux de l'entrée en vigueur du nouveau système fédéral de gestion des demandes d'immigration à l'intention des travailleurs qualifiés, surnommé "Entrée express".

À son lancement en janvier 2015, le système Entrée express accordait aux candidats jusqu'à 600 points pour leur « capital humain » et 600 autres points s'ils avaient reçu une offre d'emploi au Canada. Contre toute attente, ce pointage a eu pour effet de pénaliser les étudiants internationaux. Comme il leur était souvent difficile d'obtenir une offre d'emploi en raison de leur manque d'expérience professionnelle, ils ne parvenaient pas à obtenir suffisamment de points pour se qualifier au statut de résident permanent. Durant la première année d'existence d'Entrée express, le score médian des étudiants internationaux a été de 408 points, soit un nombre inférieur au score médian de 450 points des demandeurs invités par le gouvernement fédéral à solliciter la résidence permanente au Canada³⁶.

En novembre 2016, le gouvernement fédéral a apporté plusieurs changements qui devraient permettre à plus d'étudiants étrangers d'être invités à demander la résidence permanente dans le cadre du système

36 Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, *Rapport de fin d'exercice sur Entrée express pour 2015*.

Entrée express. Parmi ces changements, les exigences relatives à l'offre d'emploi ont été assouplies, le nombre de points accordés aux titulaires d'offres d'emploi a été réduit et les étudiants internationaux obtiendront jusqu'à 30 points de plus pour leur diplôme canadien³⁷.

En concevant son nouveau système d'expression d'intérêt, le Québec devrait s'assurer de prioriser les étudiants internationaux. Une façon de procéder serait d'évaluer les étudiants dans une catégorie différente des travailleurs qualifiés afin que ceux-ci n'entrent pas en compétition avec des immigrants potentiels qui auraient plus d'expérience de travail qu'eux. Il devrait calibrer son système de sorte que les détenteurs d'un diplôme québécois qui présenteront une demande de certificat de sélection du Québec aient un avantage indéniable face aux demandeurs n'ayant pas d'expérience québécoise préalable. Si, dans le nouveau système québécois, les étudiants internationaux doivent faire concurrence aux travailleurs qualifiés, le gouvernement du Québec pourrait augmenter davantage le nombre de points octroyés pour des compétences acquises au Québec (ce qui est actuellement le cas) afin de s'assurer que les étudiants aient de bonnes chances d'être choisis.

Faciliter la première expérience de travail

Comme mentionné par la plupart des répondants et dans les rapports antérieurs de l'IdQ, l'engagement des employeurs est un élément déterminant dans la rétention des étudiants internationaux.

Le gouvernement du Québec devrait aider les étudiants internationaux à obtenir une première expérience de travail au Québec. Pour ce faire, il devrait miser sur des parcours d'intégration en milieu de travail (stages ou emplois d'été) destinés aux étudiants étrangers. Ces parcours devraient être disponibles uniquement pendant les études postsecondaires et devraient inclure des cours de francisation en milieu de travail. Les organismes sans but lucratif, les entreprises ou les organismes gouvernementaux pourraient, entre autres, constituer des milieux de travail adéquats. Pour financer ces parcours et subventionner en partie

37 Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, *Améliorations à Entrée express, automne 2016*.

Il est important de sensibiliser davantage les employeurs québécois aux bénéfices de l'embauche d'étudiants internationaux.

la rémunération des étudiants internationaux, il faudrait augmenter la part de l'aide à l'intégration des immigrants en emploi destinée aux entreprises et aux organismes qui leur fournissent un emploi.

Selon plusieurs personnes interrogées, il est important de sensibiliser davantage les employeurs québécois aux bénéfices de l'embauche d'étudiants internationaux. Cela pourrait se faire notamment dans le cadre d'une campagne qui viserait à simplifier et à démystifier l'information à cet égard, ainsi qu'à sensibiliser les employeurs aux avantages de l'embauche d'étudiants internationaux. La campagne éclairerait aussi les employeurs sur les options qui s'offrent aux étudiants internationaux en matière d'immigration afin de les convaincre de ne pas hésiter à embaucher le détenteur d'un statut de résident temporaire. À ce titre, une personne interrogée souligne les efforts de Montréal International visant à encourager les employeurs à s'intéresser aux étudiants internationaux. L'organisme cherche en effet à former des partenariats avec des intervenants communautaires clés pour faciliter l'entrée d'étudiants internationaux sur le marché du travail. Afin de simplifier le processus d'embauche pour les employeurs, toute l'information sur les candidats et sur les retombées de l'embauche d'étudiants internationaux devrait être regroupée au même endroit.

À titre d'exemple de bonne pratique internationale, on peut citer l'initiative de l'International Education Association of Australia, une association dont les membres cherchent à améliorer la réputation de l'Australie en tant que prestataire de services éducatifs. En 2016, cet organisme a publié un guide pour inciter les employeurs à s'intéresser aux étudiants internationaux³⁸. Le guide leur donne un aperçu des avantages de l'embauche d'étudiants internationaux, des conseils en la matière et des renseignements sur les règles concernant les visas. Au Canada, le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador, par exemple, a lui aussi publié un guide du même genre en 2007³⁹.

38 International Education Association of Australia, *International Students: A Guide*.

39 Gates-Gasse, *International Students as Immigrants*, dans Belkhdja et Esses, *Improving the Assessment*.

Le programme Stay in Nova Scotia pour retenir les étudiants

Le programme Stay in Nova Scotia est un modèle dont pourrait s'inspirer le Québec pour amener les établissements, le gouvernement et les employeurs à collaborer davantage pour aider les étudiants internationaux à trouver du travail. En octobre 2016, les gouvernements fédéral et néo-écossais ont lancé une initiative commune qui les amènera à verser chacun environ 289 000 \$ pour encourager les étudiants internationaux à rester en Nouvelle-Écosse⁴⁰. Une partie des contributions publiques aideront à subventionner pendant quatre mois le salaire des étudiants internationaux travaillant dans les entreprises participantes. Cela donnera aux employeurs le temps de faire l'essai de nouveaux talents et aux étudiants internationaux, l'occasion de décrocher un emploi à plein temps.

Conclusion

Les étudiants internationaux présentent de nombreux avantages pour la société. Mais pour en attirer et en retenir davantage, le Québec doit mettre en place des mesures d'attraction et de rétention plus audacieuses et cohérentes. Dans un contexte de concurrence mondiale pour la main-d'œuvre qualifiée, le Québec gagnerait à s'inspirer des meilleures pratiques en vigueur en Australie, en Nouvelle-Écosse et en Colombie-Britannique. En réglant les principaux problèmes cernés dans cette note de recherche, le Québec pourrait récolter encore plus de fruits de la présence d'étudiants étrangers.

Dites-nous ce que vous en pensez – évaluez cette publication.

www.conferenceboard.ca/e-Library/abstract.aspx?did=8606

40 Gouvernement du Canada, *Helping International Students*.

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier les représentants de Polytechnique Montréal, de Montréal International, de l'Université McGill, Caroline Lévesque, de l'International Consultants for Education and Fairs, ainsi que tous les intervenants qui ont accepté de participer aux travaux pour leurs suggestions apportées lors de l'élaboration et de la révision de ce rapport.

ANNEXE A

Bibliographie

Association canadienne des écoles publiques – International. *Market Outlook for Francophone French Immersion and Bilingual Education Programs*, Ottawa, CAPSI-I, 2014.

Belkhodja Chedly et Victoria Esses. *Improving the Assessment of International Students' Contribution to Canadian Society*, London (Ontario), Pathways to Prosperity, 2013.

Bonikowska, Aneta Feng Hou et Garnett Picot. *Quelles caractéristiques du capital humain prédisent le mieux les gains des immigrants de la composante économique?* Ottawa, Statistique Canada, 2015.

Bureau canadien de l'éducation internationale. *Un monde à apprendre : résultats et potentiel du Canada en matière d'éducation internationale 2015*, Ottawa, BCEI, 2015.

—. *French-speaking International Students in Canada*, Ottawa, BCEI, 2015.

Cambridge English. *Routes to Higher Education: The Global Shape of Pathway Programmes*, Cambridge, Cambridge English, 2016.

Chiose, Simona. « Preferential treatment for the French is here to stay », *The Globe and Mail*, 24 novembre 2015, <http://www.theglobeandmail.com/news/national/education/preferential-treatment-for-the-french-is-here-to-stay/article21724101/> (consulté le 5 décembre 2016).

Choudaha, Rahul, Kata Orosz et Li Chang. *Not All International Students Are the Same: Understanding Segments Mapping Behavior*, New York, World Education Services, 2012.

City of Melbourne. *A Great Place to Study. International Student Strategy 2013-17*. Melbourne: City of Melbourne, 2013.

Gates-Gasse, Erika. « International Students as Immigrants », dans Harald Bauder (sous la dir.), *Immigration and Settlement—Challenges Experiences and Opportunities*, Toronto, Canadian Scholars' Press, 2012.

Gouvernement de l'Australie. *National Strategy for International Education 2025*, Canberra, gouvernement de l'Australie, 2016.

—. *The Value of International Education to Australia*, Canberra, gouvernement de l'Australie, 2015.

Gouvernement du Canada. *Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale*, Ottawa, Affaires étrangères et Développement Canada, 2014.

—. *Stratégie en matière de compétences mondiales du Canada*, Ottawa, gouvernement du Canada, 2016, <http://www.budget.gc.ca/fes-eea/2016/docs/themes/skills-competences-fr.html> (consulté le 5 décembre 2016).

—. *Aider les étudiants internationaux à demeurer en Nouvelle-Écosse*, Ottawa, gouvernement du Canada, 2016, http://nouvelles.gc.ca/web/article-fr.do?nid=1138379&_ga=1.18853561.1462548923.1459977269 (consulté le 12 décembre 2016).

—. *Programme des travailleurs internationaux temporaires : Rapport du Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées*, Ottawa, Chambre des communes, 2016.

Gouvernement du Québec. *La planification de l'immigration au Québec pour la période 2017-2019*, Montréal, gouvernement du Québec, 2016.

—. *Politique québécoise en matière d'immigration, de participation et d'inclusion*, Montréal, gouvernement du Québec, 2015.

Grant, Michael. *The Economic Impact of Post-Secondary Education in Canada* (résumé en français sous le titre *L'incidence économique de*

l'éducation postsecondaire au Canada), Ottawa, Le Conference Board du Canada, 2014.

Guhr, Daniel J. et Nelson Furtado. « Perspectives on Canada's Pathways Program Landscape », *A World of Learning*, Ottawa, BCEI, 2015.

Halifax Partnership. *Connector Program*, Halifax, Halifax Partnership, 2016, <http://www.halifaxpartnership.com/en/home/get-connected/connector-program/default.aspx> (consulté le 11 décembre 2016).

Hou, Feng et Aneta Bonikowska. *L'avantage en matière de gains des résidents temporaires ayant obtenu le droit d'établissement au Canada*, Ottawa, Statistique Canada, 2015.

ICEF. *The State of International Student Mobility in 2015*, ICEF, 2015, <http://monitor.icef.com/2015/11/the-state-of-international-student-mobility-in-2015/> (consulté le 5 décembre 2016).

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. *Canada — Study Permit Holders With a Valid Permit on December 31st by Province/Territory of Destination and Country of Citizenship 2004-2015*, Ottawa, IRCC, 2016.

—. *Vérifier les délais de traitement des demandes*, Ottawa, IRCC, 2016, <http://www.cic.gc.ca/francais/information/delais/index.asp> (consulté le 5 décembre 2016).

—. *Améliorations à Entrée express : automne 2016*, Ottawa, IRCC, 2016, http://nouvelles.gc.ca/web/article-fr.do?nid=1153419&_ga=1.20425016.1462548923.1459977269 (consulté le 10 décembre 2016).

—. *Rapport de fin d'exercice sur Entrée express pour 2015*, Ottawa, IRCC, 2016, <http://www.cic.gc.ca/francais/ressources/rapports/ee-fin-dexercice-2015.asp> (consulté le 10 décembre 2016).

Institut de la statistique du Québec. *Perspectives démographiques du Québec et des régions 2011-2061*, Québec, Institut de la statistique du Québec, 2014.

International Education Association of Australia. *International Students: A Guide for Australian Employers*, Melbourne, IEAA, 2016.

Langues Canada. *Recherche et statistiques*, Aldergrove (C.-B.), 2016, <http://www.languagescanada.ca/fr/research> (consulté le 5 décembre 2016).

Martin, Elizabeth. *The City of Learners: Post-Secondary Collaboration in Edmonton, Alberta* (résumé en français sous le titre *Ville des apprenants : collaboration postsecondaire à Edmonton, en Alberta*), Ottawa, Le Conference Board du Canada, 2016.

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur du Québec. *Portail informationnel, données au 6 mai 2016*, Québec, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur du Québec, 2016.

Montréal International. *Étude sur les facteurs associés à la rétention des immigrants temporaires dans le Grand Montréal*, Montréal, Montréal International, 2015.

—. *Des efforts concertés pour inciter plus d'étudiants internationaux à rester au Québec*, Montréal, Montréal International, 2016, <http://www.montrealinternational.com/a-propos/salle-de-presse/des-efforts-concertes-pour-inciter-plus-detudiants-etrangers-a-rester-au-quebec/> (consulté le 5 décembre 2016).

Roslyn Kunin & Associates Inc. *Economic Impact of International Education in Canada—An Update*, Vancouver, RKA, 2016.

Statistique Canada. *Estimations démographiques annuelles : Canada, provinces et territoires*, Ottawa, Statistique Canada, 2016.

—. *Effectifs postsecondaires, selon le statut de l'étudiant, pays de citoyenneté et sexe*, Tableau Cansim 477-0031, Ottawa, Statistique Canada, 2016.

Sweetman, Arthur et Casey Warman. « Canada's Temporary Foreign Workers Programs », *Canadian Issues*, printemps 2010, p. 19-24.

—. « Former Temporary Foreign Workers and International Students as Sources of Permanent Immigration », *Canadian Public Policy*, vol. 40, n° 4, décembre 2014, p. 391-407.

The Illuminate Consulting Group. *International Recruiting at Home: Pathways and Partnerships*, Kelowna (C.-B.), ICG, 2015, <http://www.bccie.bc.ca/wp-content/uploads/2015/02/>

[icg-bccie-k-12-to-patwhays-pd-release-15-02-26.pdf](#) (consulté le 12 décembre 2016).

Université Concordia. *Oui Can Help!*, Montréal, Université Concordia, 2016, <http://www.concordia.ca/artsci/francais/vie-etudiante/oui-can-help.html> (consulté le 11 décembre 2016).

Université McGill. *Attraction et rétention des étudiants internationaux au Québec : pour une cible ambitieuse*, Montréal, Université McGill, 2016.



3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
4^e étage, bur. 4.311
Montréal (Québec) H3T 2A7
Tél. : 514-340-6449

institutduquebec.ca



Un partenariat entre



HEC MONTRÉAL

PUBLICATION 8611 | 8606
PRIX : gratuit